

La gestion des conflits intercommunautaires dans le Bron Gyaman : des origines à nos jours

KOUAKOU Adja Doubia Angèle

Enseignante-Chercheure

Assistante

Université Alassane Ouattara, Bouaké (Côte d'Ivoire)

Département d'Histoire

kouakoudoubia1@gmail.com

Résumé: La cohabitation entre plusieurs groupes ethniques occasionne par moment des conflits. C'est pourquoi, des valeurs traditionnelles multiséculaires présentant un ensemble de pratiques, ont été mises en place par les ancêtres fondateurs du Bron Gyaman pour juguler tous ces conflits. Avec la colonisation, suivie de l'indépendance, on a assisté à une introduction d'un système judiciaire carrément à l'opposé de la première qui a nécessairement affaibli, voire détruit le code ancien de gestion de conflits. En dépit de cela, les mécanismes traditionnels de règlement des conflits ont survécu. Car, au-delà de rendre justice, elles renforcent les liens communautaires. L'objectif de cet article est de mettre en exergue le fonctionnement de ces mécanismes et les acteurs qui les animent afin d'évaluer leur légitimité, surtout leur opérationnalité pour répondre aux besoins de sécurité des populations. Pour faire ce travail, nous avons exploité des sources orales ainsi que des ouvrages et des articles scientifiques.

Mots clés: Alliances inter ethniques, Mécanismes traditionnels, Justice traditionnelle, Justice moderne, Gestion de conflit

Inter-community conflict management in the Bron Gyaman: from its origins to the present day

Abstract: The cohabitation of several ethnic groups sometimes leads to conflict. That's why the Bron Gyaman's founding ancestors established centuries-old traditional values and practices to curb these conflicts. Colonization, followed by independence, saw the introduction of a judicial system that was the exact opposite of the former, and necessarily weakened or even destroyed the ancient code of conflict management. Despite this, traditional conflict resolution mechanisms have survived. For, beyond dispensing justice, they strengthen community ties. The aim of this article is to highlight the functioning of these mechanisms and the actors who drive them, in order to assess their legitimacy and, above all, their operability in meeting people's security needs. To do this, we have drawn on oral sources as well as scientific books and articles.

Keywords: Inter-ethnic alliances, Traditional mechanisms, Traditional justice, Modern justice, Conflict management.

Introduction

Le royaume Bron Gyaman (E. Terray, 1995, p. 215)¹, situé au nord-est de la Côte d'Ivoire, à l'interface de la savane et de la forêt, de la grande famille des Akan, de celle des Gur et des Mandé, est une mosaïque ethnique. Les Bron cohabitent avec les Nafana, Koulango, Agni, Degha, Malinké, Lobi, Noumou, Gbin, etc. (Cf. L. Tauxier, 1921, p. 363). Depuis l'époque précoloniale, ces peuples ont tissé des liens fraternels, mis en place un code de conduite et des mécanismes de gestion des conflits permettant de vivre dans le respect, l'entraide et l'harmonie.

Avec l'avènement de la colonisation puis de l'indépendance, on a assisté à un chamboulement et une dégradation des structures traditionnelles dans leur ensemble. Aux anciennes pratiques et au système de gestion, se sont substitués de nouvelles créant du coup, de nouvelles personnalités avec de nouvelles manières de penser, de faire et d'agir. Au cours des années 1990, la Côte d'Ivoire a été confrontée à des changements socioéconomiques majeurs qui ont conduit à des crises internes entre ses différents membres. Cette crise exacerbée au début des années 2000 avec la crise politique, a atteint son apogée avec des tensions sociales et communautaires. Cette situation délétère a connu son paroxysme en 2010, puis en 2020 avec une crise postélectorale qui a ébranlé les bases du pays et occasionné des déplacements tant à l'intérieur qu'à l'extérieur. C'est dans ce contexte de dégradation de la puissance publique que les autorités traditionnelles essayent tant bien que mal de gérer les conflits dans le royaume Bron Gyaman.

Ainsi, ayant dépassé le simple point de vue politique, les crises ivoiriennes se sont imbriquées dans le microcosme de la quête de l'identité humaine, culturelle et sociale. Dans ce contexte, comment les autorités traditionnelles locales s'y prennent pour résoudre les conflits qui interviennent dans le pays Bron ? Cette question essentielle dégage autour d'elle une série de questions secondaires : quelle est la particularité de la procédure de gestion de conflit chez les Bron ? Les mécanismes de gestion de conflits dans cet espace s'adaptent-ils aux réalités du monde contemporain ? Comment les Bron arrivent-ils à canaliser les conflits et à maintenir une paix relative dans leur espace ?

L'objectif de cette communication est de mettre en exergue la singularité de cette région à travers les mécanismes de gestion de conflits. Pour répondre à ces différentes préoccupations, des enquêtes orales ont été menées auprès de certaines personnalités du pays Bron. Au-delà des enquêtes, nous avons eu recours à une documentation diversifiée. Ce présent article s'articule autour de deux parties essentielles. Nous présentons dans la première partie les alliances intercommunautaires et les pactes de non-agression puis dans la seconde, nous mettons en lumière la consolidation du lien social.

1. Les alliances intercommunautaires et les pactes de non-agression dans le Bron Gyaman

Les alliances intercommunautaires et les pactes de non-agression sont des mécanismes qui relient les peuples et les maintiennent soudés à travers un code de conduite multiséculaire. Les communautés interagissent dans le Bron Gyaman grâce à un système de résolution de conflit d'usage basé sur des codes traditionnels.

¹ Il comprend cinq (5) provinces à savoir : Ahinninfié, Pinango, Akydom, Fomassa et Angobia.

1.1. Les pactes séculaires entre les communautés ethniques en pays Bron

A la suite de batailles territoriales ou de partenariats divers, les communautés ethniques ont établi des règles de vie et des alliances. Les rôles joués de gré ou de force par ces groupes ethniques ont été déterminants pour l'établissement et le rayonnement du royaume Bron en Côte d'Ivoire. En guise de récompense, les ancêtres des Bron ont signé des pactes de non-agression, des pactes d'amitié, de fidélité, de protection et de loyauté avec ces différents partenaires ethniques de la région du Gontougo et d'ailleurs. À travers des alliances ou des contrats, les ancêtres des différents groupes ethniques ont pris des engagements mutuels qui ont pour but de favoriser une vie harmonieuse entre les peuples pour l'éternité². Ces alliances interethniques dans le Bron Gyaman trouvent donc leurs fondements dans des faits historiques représentés par les ancêtres fondateurs. Les alliances entre les groupes (Bron, Nafana, Koulango, Agni, Degha, Malinké, Noumou, Gbin) favorisent et recommandent des relations conviviales tout en instituant un pacte de non-agression et de paix perpétuelle.

Pour la prévention des conflits intercommunautaires, des relations interpersonnelles propices aux négociations sont établies entre les chefs de chaque communauté, notamment par le biais des alliances, de l'échange, de présents et aussi par le mariage. Ces alliances solidement insérées dans la trame des relations sociales sont des outils efficaces de gestion des conflits. Elles fonctionnent comme un mécanisme d'identification mutuelle où la déclinaison des identités ethniques permet à bien des égards, de fluidifier les rapports et d'apaiser des tensions entre les ethnies. Même dans les administrations publiques ou privées dits « modernes », les alliances favorisent des rapports moins rigides.

Outre cela, il faut signaler que les alliances à plaisanterie³ existent entre les communautés du pays Bron. Grâce à cette alliance, l'on peut utiliser l'humour ou la taquinerie pour entretenir ou maintenir des relations cordiales avec son allié sans que cela ne cause de conflits. Ainsi, grâce aux alliances intercommunautaires, un Nafana peut taquiner jusqu'à l'énervement un Bron sans que cela ne pose le moindre problème. Le pacte de non-agression les contraint à rester courtois quel que soit les situations ; si d'aventure une offense est commise, il leur ait recommandé de faire amende honorable afin d'éviter de mettre à mal la cohésion sociale.

Les Bron conquérants ont instauré des rapports de bon voisinage en intégrant les autres membres des communautés dans le fonctionnement du royaume. Ces derniers sont parfois des acteurs importants dans la gestion des conflits. Il existe en effet, des peuples auprès de qui, les repris de justice, les accusés ou les condamnés à « mort » peuvent se rendre pour échapper à une condamnation ou à une mort certaine (les Barbor, les Noumou, les Koulango, ...) ⁴. Quel que soit le statut de l'individu qui intervient dans le règlement de conflits, il le fait au nom du chef de sa communauté, des liens d'alliance et d'amitié qui les lient.

² Entretien en Français avec Nanan Adou Bibi II, plus de 60 ans, chef de la province du Pinango, ministre de la défense du royaume Bron, Lundi 23 Août 2021, à Bondoukou de 15h51 à 16h 40.

³ Les alliances à plaisanterie sont des mécanismes sociaux de prévention, de médiation/conciliation et de résolution des conflits, qui renvoient à un pacte d'amitié et de non-agression entre différents clans, castes et ethnies. « L'alliance à plaisanterie », qui se déroule entre patronymes de différents groupes ethniques.

⁴ Entretien en français avec Kouamé Adjemane, 70 ans environ, enseignant à la retraite, passionné de culture, Tanda, dimanche 22 Août 2021, de 10h50 à 14h.

En dehors de ceux-ci, il y a des personnalités politiques et religieuses qui interviennent également dans la gestion de conflits ; soit pour interrompre, ou pour surseoir à une procédure judiciaire en cours. Ces personnalités sont (l'imam de Bondoukou, la reine mère, le Tchanmin, le tambourinaire⁵...). Lorsqu'une victime ou un coupable fait appel à la reine mère, elle intervient pour aider à résoudre le problème existant. Son titre de seconde personnalité du trône, lui donne le pouvoir de régler les conflits de tous genres. Il en est de même pour le « Tchanmin », porte-parole du roi ou du chef, pour le Tambourinaire, gardien des légendes de l'histoire du royaume.

En ce qui concerne l'imam de Bondoukou, responsable de la communauté musulmane, il joue un rôle essentiel pour la stabilité du pays bron. Grâce à une politique d'entente et de coopération avec les Bron, les conseillers musulmans ont été associés à la protection du royaume depuis le temps de Séku Watara, dans les années 1700. C'est donc par reconnaissance et par amitié, que le peuple bron a gardé un lien particulier avec les descendants de Kong et la communauté dioula de Bondoukou. Selon la tradition, l'imam de Bondoukou est considéré comme « la femme du roi ». Ce dernier fait partie des intercesseurs auprès des autorités traditionnelles chaque fois que des conflits opposent les Bron à d'autres communautés et vice-versa. Ainsi, tout comme l'imam, plusieurs acteurs interviennent dans le rétablissement de l'ordre et le maintien de la paix⁶.

C'est dans ce cadre que A. Francis, (2003, p.384-385) affirme que c'est autour de systèmes de références, de valeurs, de pratiques, de personnages et de symboles communs que sont inculqués aux membres de la communauté, le jeu de la socialisation. Ce qui fait dire à P. Kipré (2003, p.134-136) que l'histoire de la communauté revêt une importance particulière qu'il faut s'approprier. Chaque fois que de besoin, les peuples du pays bron font recours aux mécanismes traditionnels de gestion des conflits pour rétablir l'ordre. Ce qui caractérise ces rapports d'amitié et de non-agression entre les communautés, c'est moins la condamnation de l'une des parties en conflit que la recherche d'un consensus afin d'assurer et de maintenir la stabilité au sein du corps social. En conséquence, les mécanismes traditionnels de résolution de conflits mis en place par les groupes ethniques, impliquent fréquemment la mise en œuvre d'une réparation ou d'un dédommagement pour les victimes, souvent de nature collective et prévoyant des travaux d'intérêt général. De ce point de vue, on se trouve en présence de mécanismes dont la vocation est avant tout, restauratrice.

1.2. Mécanismes traditionnels de gestion politique des conflits intercommunautaires

Lorsque les peuples sont confrontés à des situations conflictuelles, peu importe leur gravité, les mécanismes traditionnels de gestion des conflits fondés sur une expertise coutumière, participent à assurer l'équilibre social. L'imam de Bondoukou intervient dans la gestion des conflits entre les Bron, les Koulango et toute autre ethnie comme intercesseur à la demande de l'un des protagonistes. Par les pouvoirs qui lui sont conférés par les alliances, son intervention doit en principe suffire à calmer les tensions.

De même, entre les différentes communautés malinkés, il jouit d'une grande notoriété qui dépasse le cadre traditionnel et religieux et s'étend jusqu'au cadre moderne⁷. Lorsqu'un problème d'une

⁵ Le nom que porte le porte-parole du roi, du chef.

⁶ Entretien en Français avec Nanan Adou Bibi II, plus de 60 ans, chef de la province du Pinango, ministre de la défense du royaume Bron, Lundi 23 Août 2021, à Bondoukou de 15h51 à 16h 40.

⁷ Entretien en français avec imam Timité Ahmed Koudouss, 1^{er} adjoint au grand imam de Bondoukou, Bintou Ouattara, fidèle musulmane, mardi, 17 août 2021, de 13h23 à 13h55 à Bondoukou.

certaine ampleur survient entre un Nafana et un Koulango ou entre un Bron et un Malinké ou encore avec un Degha par exemple ; et que malgré les interventions des chefs de famille et de quartier, aucune solution n'est trouvée ; si l'on le porte devant la justice moderne, l'imam peut plaider auprès du procureur afin qu'il suspende la procédure, le temps de trouver une solution à l'amiable⁸. Le procureur n'est pas obligé, mais très souvent, il accepte de le faire pour la bonne marche de la communauté.

Pour certains conflits qui opposent des fidèles musulmans de même communauté ou de communautés ethniques différentes, les chefs traditionnels très souvent, font appel à l'imam de Bondoukou qui est plus apte à trouver une solution. Invités à s'expliquer devant l'imam et sa suite, l'on rappelle aux protagonistes les préceptes religieux, la présence de Dieu et leur obligation de le craindre pour espérer le salut. Si malgré tout, l'accusé ne reconnaît pas sa faute, l'on le contraint à dédommager la victime en impliquant sa famille. En principe pour des personnes imprégnées de valeurs morales partagées par l'ensemble de la société, les sanctions devaient être effectuées sans encombre pour restaurer le climat de paix⁹.

Quant aux chefs traditionnels et à toutes autres personnalités importantes¹⁰, la légitimité, dont ils jouissent dans leur communauté, octroie à leur parole, une grande valeur. C'est dans cette logique que la reine mère chez les Bron, comme chez les Koulango et les Nafana, s'oblige à instaurer chaque fois que cela est nécessaire la paix, la concorde, la solidarité et l'entraide à titre préventif à travers des actions quotidiennes. Pour se faire, la reine mère préside certains conseils chargés de régler les conflits et différends pouvant opposer des familles, des clans et des villages. Ces conflits, qui pour la plupart tirent leur source du passé, demandent une certaine connaissance des faits et de l'histoire pour apporter une solution appropriée¹¹.

En vertu de leur qualité d'autorité traditionnelle et religieuse, ayant fait le serment aux ancêtres et à Dieu de veiller à la concorde, à la justice et à la paix dans leur société, des hommes et des femmes usant de ce privilège, participent à la bonne gouvernance de leur communauté. Par ailleurs, les personnes mandatées par la tradition pour intercéder en faveur d'une réconciliation, usent de leur crédit auprès des autorités et membres de la communauté pour apporter des solutions aux problèmes rencontrés. En effet, lorsqu'un conflit éclate entre deux communautés, il suffit que l'une des communautés implique l'allié de l'autre pour qu'une solution à l'amiable soit envisagée et acceptée de tous. Concrètement si des Nafana et des Dégha sont en conflit, il suffit que l'un des deux, implique les Bron pour que la tension baisse et qu'une solution soit trouvée. Les Bron sont les alliés des deux groupes ethniques. Par ces alliances scellées entre leurs ancêtres, les uns ont obligation d'apporter assistance aux autres. En retour, ces derniers ont le devoir de pardonner pour ne pas porter atteinte à la cohésion sociale.

⁸ Entretien en français avec Gaoussou Ouattara, chef Kabla, Kouadio Amadou Ouattara, fidèle musulman, mardi, 17 août 2021 de 16h33 à 17h à Bondoukou.

⁹ Entretien en français avec imam Timité Ahmed Koudouss, 1^{er} adjoint au grand imam de Bondoukou, Bintou Ouattara, fidèle musulmane, mardi, 17 août 2021, de 13h23 à 13h55 à Bondoukou.

¹⁰ Ces personnalités sont les dépositaires des us et coutumes ; ainsi, elles apportent des arguments incontestables en tant que témoin de référence de la tradition.

¹¹ Entretien en français et en bron avec Kouamé Adjemane, 70 ans environ, enseignant à la retraite, passionné de culture, Tanda, Dimanche 22 Août 2021, de 10h50 à 14h ; Nanan Kouassi Théa, plus de 70 ans, Chef du village de Kokosua n⁰² au Ghana, Bondoukou, le jeudi 14 juin 2018, de 11h à 13h ; le vendredi 15 Juin au 23 Juin 2018 à Kokosua.

En dehors de ces catégories de personnes, on note l'intervention des femmes d'un certain âge dans le règlement des conflits. Avec l'âge, les femmes accèdent à certaines responsabilités sociales et politiques (A. Alland, 1984, p. 193). Elles assistent et aident les autorités traditionnelles et familiales à trouver des solutions aux conflits.

Quant aux problèmes nés des suites d'homicide, s'ils ne sont pas bien gérés, ils peuvent causer des dommages très graves comme des vengeances interminables. Pour Nanan Boaki, lorsqu'il y a homicide dans le droit Bron, quel que soit l'âge du coupable, l'on se réfère toujours à son père ou à son représentant. Le père est considéré comme le responsable de l'acte posé, c'est pourquoi la victime ou les victimes se réfère (ent) au père. Ce dernier informé de l'acte posé par sa progéniture, approche les intercesseurs du royaume ou les alliés des victimes pour implorer sa cause¹². Si la victime est un Malinké tué par un Koulango, les accusés vont approcher les Bron pour plaider leur cause auprès des Malinké. L'imam de Bondoukou est obligé d'accepter le plaidoyer du roi, « son époux ». Néanmoins, l'accusé est sermonné et sommé de ne plus reprendre cet acte répréhensible au risque de mettre en péril la cohésion que les ancêtres ont bâti au péril de leur vie. Des sacrifices sont effectués par les accusés pour réparer et rétablir l'ordre¹³. Il en est de même pour les vols.

Par contre, si l'auteur de l'acte a un haut rang dans la société, on se réfère au chef de quartier, du village, du canton, de la province, etc. Selon la gravité des actes et le statut de la personne offensée, on trouve toujours un intercesseur pour plaider sa cause. La présence de l'intercesseur ou de l'allié, résout de moitié le problème avant même de l'aborder. Avant de débiter le règlement d'un conflit, l'on invoque Dieu, les esprits et les ancêtres. Ces entités sont prises à témoin dans la gestion des conflits. Cette dimension sacrée découle d'une perception partagée du conflit comme élément de désordre non seulement social mais aussi spirituel.

1.3. Les rituels de rétablissement de l'ordre social

La dimension rituelle utilisée dans le règlement des conflits revêt une importance symbolique et fondamentale. Le recours aux mécanismes traditionnels est couramment accompagné d'une gestuelle ritualisée (musiques, sacrifices, chants ou danses) qui ponctuent les discours des autorités traditionnelles. Lorsque des mutations socioéconomiques et politiques importantes menacent la vie et la stabilité des peuples, des rituels sont faits pour conjurer le mauvais sort et apporter la paix. Les décisions prises d'un commun accord, sont ainsi confirmées par les participations publiques ou privées aux rituels de purification et de réintégration. À ce niveau, les femmes jouent un rôle essentiel pour conjurer les mauvais esprits¹⁴.

En pays Bron, la reine mère est la grande officiante du rituel d'exorcisme des femmes. Elle veille à la sécurité sociale (maladies, grandes sécheresses, pénuries d'eau, famine...) aux côtés du roi à travers des cérémonies d'imploration ou d'exorcisation. Pour parer aux catastrophes ou aux calamités de tous ordres, la reine mère soutenue par son conseil, conjure le mauvais sort à travers

¹² Entretien en français avec Nanan Boaki, 70 ans environ, chef de province du Fomassa, Tanda, le Dimanche 22 Août 2021, de 10h50 à 14h.

¹³ Entretien en français avec Gaoussou Ouattara, chef Kabla, Kouadio Amadou Ouattara, fidèle musulman, mardi, 17 août 2021 de 16h33 à 17h à Bondoukou

¹⁴ Entretien en Koulango avec Nanan Ahingoua Adja Badou, plus de 60 ans, reine mère de la province Angobia, Tièdò, Samedi, 25 Mai 2019, de 11h03-13h00.

des cérémonies et des sacrifices d'adoration aux mânes afin d'avoir leurs bénédictions pour le bien être de toute la communauté¹⁵.

Chez les Koulango également, la femme âgée joue un rôle très important. Lorsqu'il y a des décès à répétition dans une famille, le chef de famille fait des sacrifices aux ancêtres dans la maison de la femme, la plus âgée (L. Tauxier, 1921, p. 172). Pour attirer le bonheur, les bonnes récoltes et favoriser l'épanouissement des familles, des sacrifices étaient faits dans les mêmes conditions. En effet, les catastrophes naturelles sont très souvent à l'origine de confrontation entre les communautés et l'absence de ressources nécessaires à la survie de ces communautés entraîne parfois des guerres. C'est à elles (femmes âgées) qu'il revenait de prendre en main la survie de la société en faisant appel aux forces occultes. Ces rituels se font également chez les Degha, les Nafana, etc. Ainsi, plusieurs mécanismes religieux sont utilisés par les communautés pour régulariser la vie sociale et favoriser son équilibre. Par ces rites, les liens fraternels et d'amitiés sont préservés entre les communautés. En effet, ces liens historiques qui favorisent les rapports d'amitié et de respect mutuel entre les communautés sont une richesse pour cette région. Cependant, avec les évolutions et mutations en cours, les mécanismes traditionnels pourront-ils continuer d'apaiser les tensions et conflits entre les communautés ?

2. Consolidation du lien social : une nécessité chez les Bron

Plusieurs décennies après les indépendances, la justice traditionnelle est toujours en vigueur, la justice moderne occidentale ne l'a pas totalement submergé, bien au contraire, on la voit s'inviter dans la vie de tous les jours et même, dans les tribunaux modernes. Les autorités administratives et particulièrement celles du Bron Gyaman y accordent un certain intérêt. C'est dans ce contexte que la loi n° 2014-428 portant Statut des rois et chefs traditionnels a été élaborée pour donner entre autres, une place de choix à la justice traditionnelle. Cependant pourrait-elle venir à bout de tous les conflits quand la loi moderne et la réalité politique sont à certains niveaux en opposition avec elle ?

2.1. Le poids des traditions coutumières dans la consolidation de l'unité en pays Bron

Pour les conflits familiaux ou communautaires consécutifs à des atteintes aux biens et aux personnes, une place de choix est donnée à la tradition coutumière. En effet, l'accès à la terre et aux ressources font souvent l'objet de compétition prenant la forme de conflits larvés ou ouverts entre les membres d'une famille ou d'une communauté. Chez les Bron, on ne vend pas la terre, mais on peut la céder par amitié à des personnes. Malgré le décret n° 2019-263 du 27 mars portant sur la procédure de délimitation des territoires des villages, on assiste à des conflits ouverts entre les villages.

À ce sujet, Nanan Adou Bibi II souligne qu'en principe, il ne devrait pas avoir de conflits pour la délimitation des villages. Selon lui, c'est la mauvaise foi de certaines personnes qui fait qu'on assiste de nos jours, à ce genre de dérive. Lorsque certains villages sont confrontés à un problème pareil, on fait appel à des sachants. En effet, les limites des villages, comme celles des champs sont connues de tous les sachants. Il arrive que tout villageois connaisse les limites de leur village. Pour l'entretien des villages et ses alentours dans les temps anciens jusqu'à une période récente,

¹⁵ Entretien en Koulango, en Bron et en français avec Nanan Kossia Prao, 65 ans environ, reine mère de Transua, Transua, le 29 Mai 2018, de 9h à 10h15. Nanan Ahingoua Adja Badou, plus de 60 ans, reine mère de la province Angobia, Tiédio, Samedi, 25 Mai 2019, de 11h03-13h00.

ils étaient demandés aux jeunes de nettoyer et de dégager les routes. Au cours de ce travail d'entretien, on leur indiquait la limite de leur village¹⁶. Les limites des villages étaient donc connues d'un grand nombre de personnes et ne faisaient l'objet d'aucun litige.

S'agissant de ces conflits de délimitation des villages qui apparaissent çà et là depuis quelques temps, nanan Boaki nous révèle la méthode employée pour trouver un consensus. Lorsqu'un ou plusieurs villages créés par un seul village rencontre un problème de ce genre, on le porte devant les descendants des propriétaires terriens pour trancher. Chez les Bron, la terre appartient au roi. La notion de chef de terre octroyée aux chefs koulango est symbolique. Le Koulango est considéré comme l'adorateur de la terre, car la terre est perçue comme une divinité. Il n'est pas consulté lors des conflits fonciers car il gère la terre comme un esprit et non comme un espace ; il n'en connaît pas forcément les limites¹⁷.

De nos jours, si la terre est la propriété de l'Etat, il n'en demeure pas moins que ces villages qui existaient avant l'avènement de l'Etat, avaient des limites déjà bien précises. Les garants de ces limites géographiques sont les sachants (autorités traditionnelles) en question et non l'Etat.

Pour les problèmes fonciers impliquant des villages ou des familles, il arrive que la justice sollicite l'apport des chefs traditionnels pour trouver une solution idoine. Il existe une collaboration entre la justice et la royauté. Les chefs règlent les conflits en disant le droit de l'histoire. Partir à la cour royale, c'est aller s'instruire pour mieux connaître son histoire, sa source. L'on observe qu'en une journée ou en très peu de temps, les chefs résolvent plusieurs problèmes fonciers alors que la justice moderne peut prendre des mois et même des années. C'est pourquoi, les habitants du royaume pour la plupart, préfèrent la cour traditionnelle, affirme Adou Bibi II ¹⁸. Il est soutenu par l'imam Timité Ahmed Koudouss. Même à ce niveau, l'implication d'un allié dans le règlement d'un conflit quel que soit sa nature, dédramatise toutes les affaires jugées critiques. Il faut reconnaître que les conflits fonciers ont pris de l'ampleur depuis l'introduction du capitaliste, particulièrement des cultures marchandes. Une société foncièrement communautaire où l'on a introduit des cultures pérennes de type capitaliste dans laquelle les uns et les autres se battent sans arrêts¹⁹.

Un autre aspect moins évoqué, est le poids qui pèse le plus souvent sur la victime lors des règlements des conflits²⁰. En cas de gestion de conflit, la pression est toujours plus forte sur celui qui a raison. C'est à lui de pardonner. Avec les intercessions et les interventions des personnes de qualité, commises à la tâche, on le convainc au pardon. En effet, l'organisation de la société est faite de telle sorte que chacun de ses membres craint de créer des précédents en étant l'initiateur de conflits. Une victime peut demander tout ce qu'elle désire comme réparation à un dommage quelconque, mais tôt ou tard, l'histoire lui sera rappelée quand elle ou un membre de sa famille, ou ses descendants seront confrontés à des problèmes similaires. Alors, le conseil que l'on donne à chacun, c'est d'éviter de créer des précédents pour soi, pour sa famille, pour son village, ou encore pour son ethnie à partir d'un problème. Cela oblige chacun à reconsidérer ses positions.

¹⁶ Entretien en français avec Nanan Adou Bibi II, plus de 60 ans, chef de la province du Pinango, ministre de la défense du royaume Bron, Lundi 23 Août 2021, à Bondoukou de 15h51 à 16h 40.

¹⁷ Entretien en français avec Nanan Boaki, 70 ans environ, chef de province du Foumassa, Tanda, Dimanche 22 Août 2021, de 10h50 à 14h.

¹⁸ Entretien en français avec Nanan Adou Bibi II, plus de 60 ans, chef de la province du Pinango, ministre de la défense du royaume Bron, Lundi 23 Août 2021, à Bondoukou de 15h51 à 16h 40.

¹⁹ Entretien en français avec Nanan Boaki, 70 ans environ, chef de province du Foumassa, Kouamé Adjemane, enseignant à la retraite, passionné de culture, Tanda, Dimanche 22 Août 2021, de 10h50 à 14h.

²⁰ Entretien en français avec imam Timité Ahmed Koudouss, 1^{er} adjoint au grand imam de Bondoukou, Bintou Ouattara, fidèle musulmane, mardi, 17 août 2021, de 13h23 à 13h55 à Bondoukou.

Une fois que le problème est résolu, on envoie une délégation pour remercier celui ou ceux qui ont acceptés le pardon.

Outre cela, on observe le non-respect des limites des espaces octroyés (des champs) par des propriétaires à un tiers ou à un ami. Il arrive que certaines personnes à qui l'on a cédé des parcelles dépassent les limites convenues pour empiéter sur la parcelle d'une autre. Pour restaurer la vérité et rétablir les limites réelles, l'on interroge les donateurs ou les descendants des donateurs et si possible les témoins. Il faut souligner que dans chaque village, chaque famille possède des terres à exploiter. Si d'aventure, un tiers venant d'une famille X se retrouvait sur l'espace d'une famille Y, si cela n'était pas sur invitation, l'on pouvait parler de fraude²¹.

Dans la société bron, la terre appartient à des familles. Si au nom de la loi moderne, les enfants pensent qu'ils doivent hériter des terres de leur père, en ce moment, l'on ne parle plus d'un bien commun qu'il partage avec ses frères et sœurs. Si les enfants doivent hériter des terres du père, alors ces terres doivent provenir de ce père ou s'il en a hérité, il doit en être le seul bénéficiaire. Les enfants ignorent en effet que certaines terres sont des biens familiaux ; et que leur père les aurait reçus en héritage au nom de la grande famille. Les crises éclatent lorsque certains membres de la famille veulent s'approprier les biens de la grande famille au détriment de d'autres²². De nos jours, ajoute le chef des Nafana, la terre communautaire et le travail communautaire ne font plus bon ménage. On constate de plus en plus qu'au lieu de cimenter les relations fraternelles et amicales, la terre communautaire a tendance à les diviser.

De même, lorsque des biens communs sont au nom de l'aîné de la famille, à la mort de ce dernier, ses enfants réclament ces biens comme héritage légitime. La loi moderne donne raison aux enfants en tranchant en leur faveur, au dépend de la cohésion familiale. Les héritiers souvent, par la mauvaise foi, méprisent l'esprit communautaire de la famille et font fi de toutes ses règles²³. Il en va de même lorsque les enfants sont spoliés par les oncles, tantes et autres.

Les problèmes d'héritages qui se règlent au tribunal moderne, reviennent rarement à la cour traditionnelle. Dans tous les cas, lorsque le tribunal moderne tranche en faveur des enfants qui s'estiment lésés dans le partage de l'héritage de leur père, il est quasiment, impossible de revenir à la justice traditionnelle²⁴. Toutefois, malgré les difficultés d'adaptation au monde contemporain, on observe une résistance des valeurs traditionnelles. On perçoit des mécanismes traditionnels qui continuent de répondre aux besoins de réparation et de sécurité des populations. Cela participe au renforcement du tissu social.

2.2. La justice traditionnelle bron face aux mutations contemporaines

Les pratiques culturelles connaissent des mutations au contact des sociétés occidentales. C'est à l'aune de ces évolutions que sont examinés les changements de comportements dans la société bron. Ces mutations dans la société font que les motivations personnelles ont pris le dessus sur les ambitions communes. Les Autorités traditionnelles autrefois intègres, ne le sont plus pour

²¹ Entretien en français avec Nanan Boaki, 70 ans environ, chef de province du Fomassa, Tanda, Dimanche 22 Août 2021, de 10h50 à 14h.

²² Entretien en français avec Nanan Adou Bibi II, plus de 60 ans, chef de la province du Pinango, ministre de la défense du royaume Bron, Lundi 23 Août 2021, à Bondoukou de 15h51 à 16h 40.

²³ Entretien en français avec Torlai Sié Koffi II, le chef des Nafana Katogo, le notable Yao François, Bondoukou, Mercredi, 11 Août 2021, de 17h34 à 18h.

²⁴ Entretien en français avec Nanan Adou Bibi II, plus de 60 ans, chef de la province du Pinango, ministre de la défense du royaume Bron, Lundi 23 Août 2021, à Bondoukou de 15h51 à 16h 40.

certaines d'entre elles. Les mécanismes traditionnels de gestion de conflits ne sont pas non plus épargnés par l'instrumentalisation et les manœuvres des politiques. Aujourd'hui, une partie de la population ne craint plus de transgresser ou de violer les lois coutumières qui régissent l'harmonie et l'entente entre les peuples (M. Raynal, 1994, p. 23-25).

Dans le contexte de tensions préélectorales 2025, la collaboration parfois conflictuelle entre la gestion traditionnelle et la gestion moderne, est révélatrice de tous ces changements sociopolitiques et économiques majeurs dans la société ivoirienne. Les mécanismes traditionnels qui jadis, régulaient la société peuvent-ils encore répondre aux dynamiques conflictuelles et sociopolitiques contemporaines ? En Côte d'Ivoire en général et dans le royaume Bron en particulier, les autorités traditionnelles n'ont aucune source de revenu et aucun moyen de coercition. Ce qui les fragilise et les laisse à la merci des hommes politiques sans vergogne. Or, pour le responsable traditionnel qui fait de la politique, il se met à dos une partie de sa population et donc perd sa crédibilité, soutient Nanan Adou Bibi II²⁵. On observe les mêmes récriminations chez Adjemane qui déplore la décadence des têtes couronnées. D'après lui, le roi, les chefs, encore moins les reines mères, ne sont plus aussi puissants et honnêtes que dans les temps anciens. Même si la loi moderne leur reconnaît une certaine notoriété, il note une baisse de leur autorité et de leur personnalité.

Malgré cet état de fait, on souligne une particularité dans la zone bron. Une frange importante de la population continue d'y croire et d'y recourir. En effet, certains responsables traditionnels par leur intégrité, essaient tant bien que mal de résister à l'intervention malsaine de certaines autorités politiques afin de sauvegarder les valeurs ancestrales²⁶. C'est donc dans un contexte de renouvellement et d'adaptation que certaines autorités administratives travaillent à la bonne marche de la société.

Même si la cohabitation des deux modes de gestions s'oppose quelque fois, la justice moderne ne saurait prétendre résoudre tous les conflits auxquels nos sociétés sont confrontées. Le juge ou les élus ne maîtrisent pas toujours la culture de la localité où ils interviennent et certaines questions méritent leur connaissance avant d'être abordées, affirme Nanan Boaki. Les chefs traditionnels et les élus interviennent sur la même matière. C'est au résultat que l'on juge l'efficacité d'une théorie. Au final, c'est l'harmonie sociale qu'on acquiert lorsque les protagonistes arrivent à se serrer la main sans animosité²⁷. A travers la justice traditionnelle²⁸, le royaume essaie autant que faire se peut, de régler les problèmes à lui confier sur la base de ses valeurs. Rétablir les relations rompues entre les membres d'un groupe ou d'une communauté, est l'objectif premier des autorités traditionnelles.

Également, militer pour l'élaboration d'un droit moderne africain prenant en compte les principes généraux qui respectent les valeurs culturelles africaines et tenir compte de l'évolution, font partie de leur combat. Trouver le juste milieu entre le monde traditionnel pétri de sacralité et le monde moderne matérialiste serait d'après J. Fierens (2008, p. 44-45) une aubaine pour la société

²⁵ Nanan Adou Bibi II, plus de 60 ans, chef de la province du Pinango, ministre de la défense du royaume Bron, Lundi 23 Août 2021, à Bondoukou de 15h51 à 16h 40.

²⁶ Kouamé Adjemane, 70 ans environ, enseignant à la retraite, passionné de culture, Tanda, Dimanche 22 Août 2021, de 10h50 à 14h.

²⁷ Entretien en français avec Nanan Boaki, 70 ans environ, chef de province du Fomassa, Tanda, Dimanche 22 Août 2021, de 10h50 à 14h.

²⁸ La justice traditionnelle c'est la médiation et la justice restauratrice, alors que la justice moderne applique le droit en tranchant.

africaine. De nouveaux acteurs apparaissent avec une démultiplication et une permanente recomposition-décomposition des acteurs de la violence. Les acteurs sont de tous genres ; parfois privés (les voleurs), souvent communautaires, sociétés secrètes (partis politiques, sectes religieuses...) et publics (armées nationales, polices...). Dans ce cas, la justice traditionnelle devrait être en mesure de faire face à tous ces changements. Bien que les institutions modernes et autochtones de résolution des contentieux poursuivent les mêmes objectifs, pour L. Huyse et M. Salter (2009, p.16), on constate cependant des différences dans les procédures qu'ils adoptent pour atteindre leur objectif qui est de maintenir ou de rétablir la paix.

Conclusion

Dans toutes les sociétés africaines, il y a des mécanismes de résolution des conflits. Ces mécanismes participent au fonctionnement et à l'équilibre des communautés. À l'issu de nos recherches dans le pays Bron, on observe une particularité dans la gestion des conflits. Des traditions séculaires fortement ancrées dans les mœurs, continuent de faire leur œuvre malgré les difficultés du monde contemporain. Les Hommes vivent pour le moins en harmonie, car les alliances sont fortes et respectées par de nombreuses personnes. Les chefs, pour la plupart, sont imprégnés des coutumes qui leur permettent de maintenir la bonne marche de la cohésion sociale.

Le royaume Bron qui compte 12 ethnies, demeure dans une relative stabilité grâce aux efforts conjugués de ses autorités traditionnelles et religieuses, et aussi grâce à une population plus ou moins imprégnée de ses valeurs. Il faut saluer les ancêtres qui ont légué cet héritage. Cependant avec la politique moderne, on observe des intrusions pas nettes dans le monde traditionnel, ce qui occasionne des dérives de part et d'autre. Faire la politique pour un chef traditionnel qui est censé appartenir à tous, c'est choisir un camp au détriment d'un autre, et donc c'est perdre toute crédibilité vis-à-vis de son peuple. Il semble de plus en plus difficile de résister à toutes ces intempéries qui secouent la société tout entière ; mais il faut perpétuer les valeurs sans que cela ne s'oppose à ce qui est étatique car le royaume Bron ne vit pas en autarcie.

Sources et bibliographie

Sources orales et écrites

GAOUSSOU Ouattara, chef Kabla, mardi, 17 août 2021 de 16h33 à 17h à Bondoukou.

Imam TIMITE Ahmed Koudouss, 1^{er} adjoint au grand imam de Bondoukou, mardi, 17 août 2021, de 13h23 à 13h55 à Bondoukou.

KOUADIO Amadou Ouattara, fidèle musulman, mardi, 17 août 2021 de 16h33 à 17h à Bondoukou.

KOUAME Adjemane, 70 ans environ, enseignant à la retraite, passionné de culture,

Nanan ADOU Bibi II, plus de 60 ans, chef de la province du Pinango, ministre de la défense du royaume Bron, Lundi 23 Août 2021, à Bondoukou de 15h51 à 16h 40.

Nanan AHINGOUA Adja Badou, plus de 60 ans, reine mère de la province Angobia, Tièdio, Samedi, 25 Mai 2019, de 11h03-13h00.

Nanan BOAKI, 70 ans environ, chef de province du Foumassa, Tanda, le Dimanche 22 Août 2021, de 10h50 à 14h.

Nanan KOSSONOU Ampim, plus 70 ans, chef de la province Akidom, Abo, plus de 70 ans, secrétaire du chef Akidom, Gouméré, le mardi 9 Mai 2018, de 15h00 à 16h40.

Nanan PRAO Kossia, 65 ans environ, reine mère de Transua, Transua, le 29 Mai 2018, de 9h à 10h15.

OUATTARA Bintou, fidèle musulmane, mardi, 17 août 2021, de 13h23 à 13h55 à Bondoukou.

Tanda, le Dimanche 22 Août 2021, de 10h50 à 14h.

YEBOUA Fodjo, 1^{er} porte-canne du roi, Amanvi, le vendredi 11 Mai 2018, de 16h à 17h20.

TAUXIER Louis, 1921, *Le Noir de Bondoukou Koulangos, Dyoulas, Abrons*, Paris, Éditions Ernest Leroux.

Bibliographie

AKINDES Francis, 2003, « Le lien social en question dans une Afrique en mutation », dans Boulad-Ayoub, Josiane et Luc Bonneville, *Souverainetés en crise*, Collection : Mercure du Nord. Québec : L'Harmattan et Les Presses de l'Université Laval, pp. 379-403.

ALLAND Alexander, 1984, *La danse de l'araignée*, Paris, Plon.

FIERENS Jacques, 2008, *Justice traditionnelle et justice moderne dans l'Afrique des Grands lacs*. Dans la résolution des conflits. Justice publique et justice : une frontière mouvante. Vol, sur CDRom, CNRS, Lille, pp.44-53.

HUYSE Luc, et SALTER Mark, 2009, dir, *Justice traditionnelle et réconciliation après un conflit*, IDEA (International Institute for Democracy and Electoral Assistance).

KIPRE Pierre, 1968, «De la guerre et de la paix en Afrique», *Afrique contemporaine*, 3/2003 (n°207), pp.133-146.primitive (chap. 4), trad. de l'anglais par Françoise et Louis Marin, Paris, Éditions de Minuit.

RAYNAL Maryse, 1994, *Justice traditionnelle, Justice moderne ; le devin, le juge, le sorcier*, Paris, L'Harmattan.

Processus d'évaluation de cet article:

- **Date de soumission: 10 mai 2025**
- ✓ **Date d'acceptation: 22 juin 2025**
- ✓ **Date de validation: 18 juillet 2025**